

opinions

LE MEILLEUR DU CERCLE DES ÉCHOS

Développer une start-up sans lever de fonds, c'est possible !

Cyril Texier, cofondateur de Do You Dream Up, explique qu'une levée de fonds n'est pas indispensable pour faire grandir sa start-up.

FRANCHIR LE PAS ? « Comme nous rentrons facilement dans la case "start-up", [...] tout un chacun s'interroge sur les levées de fonds que nous aurions faites ou que nous nous apprêtons à faire. Récemment, à ce propos, nous avons rencontré à l'occasion d'une conférence un de ces personnages médiatiques qui hantent les couloirs des cabinets ministériels. Il nous a prédit une mort prochaine parce que nous n'avions pas levé de fonds : "Levez, levez, levez, mais enfin qu'est-ce que vous attendez ?" »

GARDER LE CONTRÔLE « Nous avons plus d'une centaine de clients, nous sommes passés d'une dizaine à bientôt 50 collaborateurs, à Paris et à Bordeaux, notre croissance ne ralentit pas, et il nous faudrait donc "lever, lever, lever". Mais en effet, qu'en attendre ? [...] Il serait d'ailleurs intéressant d'observer, parmi les entreprises ayant accueilli un fonds d'investissement dans leur capital, quelles sont celles dont les fondateurs sont toujours aux manettes trois ou cinq ans après l'arrivée de l'investisseur ? »

PRENDRE SON TEMPS « La levée de fonds n'est donc pas obligatoire, y compris dans le numérique. Nous venons de vivre neuf ans sans y recourir, parfois en dépit des sollicitations. Par contre, il ne serait pas sage d'y être hostiles par principe. Nous voulons y trouver qualité de la relation, partage de la vision, acceptation de la capacité de décision. Est-ce possible ? Rendez-vous dans neuf ans ? »



A lire en intégralité sur Le Cercle : lesechos.fr/idees-debats/cercle

DANS LA PRESSE ÉTRANGÈRE

La prison des dignitaires chinois affiche complet

South China Morning Post
南華早報

● Les hauts dignitaires chinois emprisonnés dans la prison « dorée » de haute sécurité de Qincheng n'ont pas de chance. Ils seront privés du festin traditionnel avec leur famille pour célébrer, vendredi, le Nouvel An chinois, raconte le « South China Morning Post » (SCMP). La raison invoquée : la prison qui accueille des célébrités déchues comme Zhou Yongkang, l'ancien chef de la sécurité, Bo Xilai, le boss du Parti communiste de Chongqing ou encore l'ancien général Guo Boxiong est surpeuplée. Résultat de la campagne contre la corruption lancée par Xi Jinping, plus de 1,3 million de responsables, petits et grands, ont été arrêtés et de très nombreuses personnes embastillées.

Pour les mieux lotis, ils sont envoyés dans l'établissement pénitentiaire de Qincheng, situé dans la municipalité de Pékin. Il a été construit en 1958 pour emprisonner, selon les accusations des maoïstes, les « criminels de guerre » appartenant au Kuomintang. Certes, la surpopulation carcérale n'est pas une chose nouvelle. Chaque purge a eu son lot de nouveaux arrivants. Le centre a été rénové en 2012, juste avant l'arrivée au pouvoir de Xi. Depuis, plus de 100 hauts dignitaires ont rejoint les autres prisonniers. D'après un membre de la famille d'un prisonnier incarcéré depuis la fin 2013, « à son arrivée, il n'y avait que six personnes dans son quartier. Maintenant, ils sont plus de 20 ». Si certaines conditions de détention ont été améliorées, la vie n'est pas toujours rose. La cellule de Zhang Chunqiao, un des membres de la Bande des Quatre, libéré en 1998 avant son décès en 2005, n'avait même pas de salle de bains. On est loin du Ritz-Carlton de Riyad, où ont été confinés par Mohammed Ben Salmane des milliardaires saoudiens. — J.H.R.



LES ARTICLES LES PLUS LUS SUR LESECHOS.FR

1. Bac : Blanquer dévoile sa réforme
2. Service militaire, pouvoir d'achat : ce qu'il faut retenir des déclarations de Macron
3. Les bénéfices de Crédit Agricole pénalisés par la fiscalité en 2017
4. Une large majorité de patrons se disent favorables aux entreprises à mission
5. Airbus met les vols longue distance à la portée des low costs

Les leçons de la crise de 2008 restent à tirer

Si la crise de 1929, puis la stagflation des années 1970 ont donné naissance à des courants de pensée économique comme le keynésianisme et l'école néoclassique, les causes réelles de la crise de 2008 et les remèdes pour se prémunir d'une rechute restent encore largement impensés.

LA CHRONIQUE de Robert Skidelsky



Dix années s'étant écoulées depuis le début de la grande récession, c'était l'occasion pour l'économiste et prix Nobel Paul Krugman de publier un élégant essai, dans lequel l'auteur souligne le peu de changement observé dans le débat autour des causes et conséquences de la crise ces dix dernières années. En effet, si la Grande Dépression des années 1930 a donné naissance à l'économie keynésienne et la stagflation des années 1970 produit le monétarisme de Milton Friedman, la grande récession n'a entraîné aucun virage intellectuel comparable. Pourquoi ? Krugman répond à cette question de manière habile : la vieille macroéconomie a tout simplement « suffi ». Elle a permis d'empêcher une nouvelle Grande Dépression.

Il y a dix ans, deux écoles de macroéconomie se disputaient la suprématie : d'une part, l'école néoclassique (la « freshwater school »), inspirée par Milton Friedman, Robert Lucas et basée à l'université de Chicago, et, d'autre part, l'école néokeynésienne (la « saltwater school »), descendante de John Maynard Keynes, basée au MIT et à Harvard.

Les économistes « freshwater » considéraient que les déficits budgétaires étaient systématiquement une mauvaise chose, tandis que le camp « saltwater » jugeait ces déficits bénéfiques en période de crise. Krugman est un néokeynésien, et son essai a pour objectif de démontrer combien la grande récession donne raison aux modèles néokeynésiens standards.

On note pourtant de sérieux problèmes dans le discours de Krugman. Penchons-nous tout d'abord sur la réponse qu'il apporte à la désormais célèbre interrogation de la reine Elizabeth II : « Pourquoi personne n'a-t-il vu venir la crise financière ? » Réponse serene de Krugman : les néokeynésiens ne regardaient pas dans la bonne direction. Leur échec ne concerne pas la théorie, mais la « collecte des données ». Ils auraient ainsi « négligé » certains changements institutionnels majeurs dans le système financier. Bien que regrettable, cet échec ne soulèverait donc aucun « problème conceptuel profond » – et ne nécessiterait aucune refonte de la théorie néokeynésienne. Une théorie qui a justifié les déficits budgétaires au lendemain de l'effondrement de 2008. Les politiques qu'elle a sous-tendues ont été mises en œuvre et ont « remarquablement » fonctionné.

Pourtant, cette savante histoire économique d'avant et d'après-crise laisse plusieurs questions majeures sans réponse. Si l'on considère que l'économie néokeynésienne a « suffi », pourquoi les économistes néokeynésiens n'ont-ils pas mieux anticipé la crise de 2007-2008 ?

Krugman admet des imperfections dans la « collecte des données ». Or le choix des données à recueillir est influencé par la théorie. De mon point de vue, les économistes néokeynésiens ont fermé les yeux sur les instabilités

qui s'accumulaient dans le secteur bancaire, dans la mesure où leurs modèles leurs disaient que les institutions financières étaient capables d'évaluer précisément le risque. Il y a donc bel et bien un « problème conceptuel profond » dans l'analyse néokeynésienne : son incapacité à expliquer comment les banques sont susceptibles de « sous-évaluer le risque à l'échelle mondiale », comme le fait valoir Alan Greenspan.

Les économistes « freshwater » considéraient que les déficits budgétaires étaient systématiquement une mauvaise chose...

... tandis que le camp « saltwater » jugeait ces déficits bénéfiques en période de crise.

Deuxièmement, Krugman n'explique pas pourquoi les politiques keynésiennes justifiées en 2008-2009 ont si rapidement été inversées et remplacées par l'austérité budgétaire. Pourquoi les décideurs politiques n'ont-ils pas continué de suivre les lourds modèles de prix fixes jusqu'à ce qu'ils aient fini de fonctionner ? Pourquoi les ont-ils abandonnés en 2009, lorsque les économies occidentales se situaient encore à 4 ou 5 % en dessous de leurs niveaux d'avant-crise ?

Je pense personnellement que si Keynes a été exhumé pendant une brève période de six mois en 2008-2009, c'est pour des raisons davantage politiques qu'intellectuelles. Et puisque les modèles keynésiens n'ont pas offert une base suffisante pour le maintien des politiques qu'ils inspiraient, ils ont rapidement été abandonnés une fois l'urgence économique surmontée.

Le problème des macroéconomistes keynésiens, c'est qu'ils ne reconnaissent pas l'existence d'une incertitude majeure dans leurs modèles, ce qui les prive de toute théorie sur la marche à suivre en période favorable pour éviter que ne survienne une situation défavorable. L'accent qu'ils placent sur le salaire nominal et sur les rigidités de prix implique que si ces facteurs étaient absents, un équilibre serait facilement atteint. Ils considèrent le secteur financier comme neutre et non comme fondamental.

Puisqu'elle n'admet aucune incertitude, l'économie « saltwater » est vouée à se heurter à sa rivale « freshwater ». Les « retouches » néokeynésiennes créent un léger espace politique pour l'intervention, toutefois loin d'être suffisant pour permettre un travail adapté. Ainsi, bien que provocant, le discours de Krugman n'est certainement pas concluant. La macroéconomie a encore besoin de trouver une nouvelle grande idée.

Robert Skidelsky est professeur émérite d'économie politique à l'université de Warwick.

Cet article est publié en collaboration avec Project Syndicate 2018.



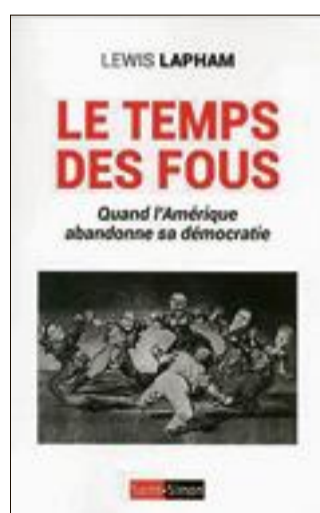
Le 15 septembre 2008 à Londres, après l'annonce brutale de la faillite de Lehman Brothers, un employé quitte le siège de la banque d'investissement en Europe. Photo Ben Stansall/AFP

LE LIVRE DU JOUR

La ploutocratie américaine en procès

LE PROPOS Conspuer une « ploutocratie béate de suffisance », tel est le fil – rouge, bien sûr – que Lewis Lapham a choisi pour cette sélection de chroniques parues d'abord au « Harper's », puis au « Lapham's Quarterly ». Cet ouvrage, il aurait aussi bien pu le titrer « Fire and Fury » tant on est dans l'excès, le défouraillement à tout-va. C'est brillantissime et c'est... radical. Personne ne trouve grâce aux yeux de ce flibustier de la gauche américaine à part, peut-être, Bernie Sanders. Entre George Bush et Al Gore, déjà, il voyait aussi peu de différences qu'entre « le Coke et le Pepsi ». Faut-il préciser ce qu'il pense de Donald Trump, « ce beau merle en surpoids inopinément envolé de sa cage dorée » ?

L'AUTEUR Lewis Lapham, mythique patron de la rédaction du « Harper's Magazine », bible de l'intelligentsia branchée, a toutes les lettres de noblesse dont peut rêver le Nouveau Monde. L'ancien de Yale et Cambridge affiche un aïeul général en 1813, un arrière-grand-père fondateur de Texaco,



Le Temps des fous
De Lewis Lapham, Saint-Simon, 300 pages, 22,80 euros.

un grand-père maire de San Francisco, son propre fils a épousé la fille de Brian Mulroney, ancien Premier ministre du Canada.

L'INTÉRÊT La plume est assassine, le propos souvent outrancier, mais servis par une érudition historique remarquable et un style exceptionnel. Les ingrédients sont là pour lire un très bon livre et entendre une autre voix de l'Amérique. — Sabine Delanglade